



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Perspectives écologiques de l'Union européenne

Question au Gouvernement n° 1978

Texte de la question

PERSPECTIVES ÉCOLOGIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE

M. le président. Chers collègues, je vous prie de réduire le niveau de brouhaha, ou d'aller continuer vos conversations à l'extérieur de l'hémicycle. Ce sera mieux pour tout le monde. *(Exclamations sur divers bancs.)*

M. Alain Bruneel. Il ne restera plus personne !

M. le président. La parole est à M. Gilles Le Gendre.

M. Gilles Le Gendre. Monsieur le Premier ministre, depuis vingt ans, l'Europe est privée d'ambition, de vision, d'incarnation. *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)* À l'origine, le rêve européen s'imposait comme une évidence : préserver la paix, si chèrement acquise. Aujourd'hui, les Européens ont imposé leur rêve comme une nécessité : sauver la planète, si gravement menacée.

Ce n'est pas le rêve de tous. Forts de leur poussée dans les urnes, les partis national-populistes vont continuer ce qu'ils ont toujours fait : tenter de bloquer l'Europe en espérant la détruire. *(Exclamations parmi les députés non inscrits.)* Ils se vantent d'avoir pris la lumière ; ils ne seront jamais que la part d'ombre de notre continent.

La lumière, encore fragile, est désormais portée par tous ceux qui ont proposé à nos concitoyens de partager une ambition écologique - partis dont c'est l'objet exclusif ou candidats qui en ont fait un axe central de leur programme, à l'image de la liste Renaissance conduite par Nathalie Loiseau, à qui j'adresse, au nom de notre groupe La République en marche, un salut amical. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. - Rires parmi les députés non inscrits.)*

En réalité, le rêve écologique n'est pas un rêve. Il n'est pas, non plus, un hasard. Pour lutter contre le dérèglement climatique, protéger la biodiversité, investir dans les nouvelles filières, accompagner la transition pour les plus fragiles, piloter la sortie des pesticides ou la fin des plastiques, il n'y a qu'une échelle pertinente : l'Europe !

Mais l'Europe, actuellement, avance trop lentement. Nous avons confiance en nos représentants à Strasbourg pour qu'ils soient des militants ardents de la cause écologique. Mais il y a urgence. Depuis deux ans, la France a beaucoup fait. Le groupe La République en marche considère qu'il faut aller plus vite, viser plus haut, réformer plus profond. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

Monsieur le Premier ministre, quelles assurances pouvez-vous nous donner que la France sera en première ligne pour promouvoir le nouveau rêve européen ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. (*Mmes et MM. les députés du groupe LaREM se lèvent et applaudissent longuement. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Éric Straumann. Laissez-le parler !

M. Patrick Hetzel. Poulidor !

M. Pierre Cordier. C'est bien la première fois qu'on applaudit un deuxième !

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Merci, monsieur le président Le Gendre, pour votre question, qui me permet, puisque vous évoquez les élections européennes, de commencer par féliciter l'ensemble des députés français qui siégeront à Strasbourg - tous ceux qui ont été élus dimanche, après que notre pays a voté massivement et a fait le choix de se prononcer dans les urnes sur l'avenir qu'il entendait se donner, ce qui est une preuve de la vitalité de notre démocratie. Je veux, encore une fois, remercier et féliciter l'ensemble des députés qui ont été élus, et bien entendu, au premier chef, ceux qui l'ont été sur la liste que conduisait Mme Nathalie Loiseau. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Vous me demandez si nous serons au rendez-vous de l'urgence. La réponse est simple : nous n'avons pas le choix. Nous n'avons pas d'autre choix que d'y être, et c'est parce que nous avons cette conviction que nous pensons que nous serons – que nous devons être ! – à la hauteur de l'appel qu'ont lancé beaucoup de nos concitoyens – et de nos concitoyens européens, car il existe une citoyenneté européenne –, en particulier beaucoup de nos concitoyens les plus jeunes, dont certains votaient pour la première fois à ces élections européennes et qui nous ont dit leur engagement, leur inquiétude et leur volonté d'agir en matière environnementale.

Cette détermination d'être au rendez-vous de l'urgence, nous l'avons affirmée très tôt, avec l'adoption du plan climat et du plan sur la biodiversité, avec l'adoption par cette assemblée de la loi sur les hydrocarbures de décembre 2017, avec les engagements fermes que nous avons pris sur la fermeture de deux réacteurs de Fessenheim dès 2020,...

M. Pierre Cordier. Écologie punitive !

M. Édouard Philippe, Premier ministre. ...avec la loi EGALIM, issue des États généraux de l'agriculture, qui entend fixer un objectif très ambitieux en matière d'agriculture bio – nous souhaitons en effet porter la surface cultivée en bio à 15 % des surfaces dès 2022, contre 5 % aujourd'hui –, et avec le plan biodiversité, que j'ai moi-même évoqué.

La vérité, monsieur Le Gendre, c'est que cette transition écologique, dont nous connaissons l'urgence et à laquelle nous avons, par des textes et par des objectifs, rappelé que nous étions attachés, nous y sommes engagés. Ainsi, selon l'université de Yale, qui porte un regard indépendant et totalement déconnecté de la politique nationale ou européenne, la France est, à l'échelle internationale, le deuxième pays en termes d'efficacité des politiques publiques menées pour accompagner la transition écologique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM.*) Au niveau européen, les ONG disent à Bruxelles – même si elles ne le disent pas toujours ailleurs –, que la France est le troisième pays de l'Union européenne en termes d'ambition et d'efficacité des mesures prises pour garantir et accompagner cette transition écologique.

M. Éric Straumann. Ça, c'est le Grenelle de l'environnement, pas vous !

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Cette transition est donc bien accompagnée, mais nous devons aller plus loin – nous en sommes parfaitement conscients.

Plus loin, grâce à une gouvernance renouvelée qui nous permette de mieux prendre en compte l'ensemble des

sujets liés à la transition écologique dans les décisions que nous prenons. C'est le sens du conseil de défense écologique créé autour du Président de la République la semaine dernière et de la conférence citoyenne qui sera organisée sous les auspices et sous la conduite du ministre d'État chargé de la transition écologique et solidaire.

C'est aussi pour cela que nous voulons travailler à des alliances au niveau européen. En effet, monsieur Le Gendre, vous avez raison de dire que la bonne échelle, c'est l'Europe – et même au-delà de l'Europe. Si nous voulons peser et imprimer notre marque, si nous voulons être, comme vous le dites, au rendez-vous de l'urgence, nous devons être très présents sur ces sujets au niveau européen. C'est le sens des engagements du Président de la République, du Gouvernement, d'un très grand nombre de députés français qui siégeront Strasbourg et, je le crois, d'une grande majorité des députés européens. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM.)*

Données clés

Auteur : [M. Gilles Le Gendre](#)

Circonscription : Paris (2^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1978

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 mai 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [29 mai 2019](#)